

Extrême-droite – L'ennemie des travailleur.se.s, des femmes et de la jeunesse

Union syndicale Solidaires

Un creusement sans précédent des inégalités

En France, en 2019, 14,6% de la population vivait sous le seuil de pauvreté, soit 9,2 millions de personnes et la situation s'est empirée avec le Covid : 360 000 emplois ont ainsi été détruits en 2020. La pauvreté touche tout particulièrement les familles monoparentales (85% de femmes) : plus d'une sur trois vit sous le seuil de pauvreté, soit 2,3 millions de personnes.

Par contre, les riches ont largement profité de la crise sanitaire. Ainsi, les 43 milliardaires français ont gagné 175 milliards d'euros en 2020 – soit l'équivalent de deux fois le budget de l'hôpital public -, dépassant leur niveau de richesse d'avant la crise (Bolloré le mécène de l'extrême-droite possède 8 milliards en 2021, contre 4,5 milliards en 2020).

L'extrême-droite, l'alliée du capitalisme

Marine Le Pen et Eric Zemmour ne disent rien là-dessus. Si l'extrême-droite parle « d'unité nationale », c'est pour mieux nier la lutte des classes et créer des divisions sur des fondements racistes ou identitaires. D'ailleurs Zemmour est très clair, « face à la folle lutte des classes » il dit vouloir « la réconciliation des classes (...) qui réunira l'entrepreneur et le travailleur ». Mais il n'y a en réalité aucun intérêt commun entre les milliardaires et les personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Comme il ne peut y avoir

d'union entre les travailleurs/ses et les patrons qui les exploitent. La lutte des classes est juste la réalité de la société capitaliste.

Finalement, si l'on fait le compte, Le Pen comme Zemmour s'inscrivent dans la poursuite de la politique économique de Macron : protéger les grandes fortunes, réduire les droits des salarié-es, détruire la protection sociale... Et continuer sa politique autoritaire et sécuritaire, pas si éloignée que ça des programmes de l'extrême-droite. La répression des mouvements de contestation par une police surmilitarisée a été d'une ampleur inédite sous le quinquennat Macron.

Créer des diversions artificielles pour cacher les vrais sujets sociaux

Alors que les salaires, les inégalités sociales, l'environnement, le chômage et la destruction des services publics sont les vraies préoccupations des gens, les figures de l'extrême droite hyper-médiatisées se focalisent sur des thèmes essentiellement sécuritaires pour diffuser leurs idées nauséabondes. Le racisme et la xénophobie restent le fondement des programmes et de l'idéologie des partis d'extrême-droite. Zemmour a été condamné en septembre 2021 pour « provocation à la haine raciale ». Quant au RN, on ne compte plus le nombre de ses membres condamné-es pour violence, provocation à la haine, négationnisme etc. Les groupes d'extrême-droite multiplient les dégradations contre des locaux syndicaux et les agressions physiques, généralement en toute impunité.

Rassurer les patrons

Pour mieux gagner les votes des classes populaires, Le Pen prétend avoir pris un virage « social » : vagues promesses de taxation des grandes entreprises, d'augmentation des petits

salaires, de baisse de la taxe sur le pétrole etc. Dans le même temps, elle propose des mesures pour s'attirer les faveurs du patronat : remboursement de la dette Covid, suppression des cotisations sociales.

Des réactionnaires patentés

Eric Zemmour véhicule sans complexe une idéologie sexiste et homophobe. Pour lui, les femmes ne sont que des objets sexuels, « au cerveau archaïque », à disposition des « prédateurs » que sont les hommes. Le Pen comme Zemmour remettent en cause le droit inconditionnel à l'IVG, l'égalité des droits entre couple homosexuels et hétérosexuels et veulent abroger le mariage pour tous. Si Marine Le Pen peut donner l'impression de rester modérée sur ces sujets, c'est purement tactique. Et cela ne l'empêche pas d'instrumentaliser les droits de femmes à des fins nationalistes et racistes !

Écologie et extrême-droite : le brun n'est pas vert

Zemmour comme Le Pen instrumentalisent les inquiétudes légitimes concernant la planète pour proposer un programme démagogique, réactionnaire et nationaliste. Après avoir longtemps tenu des discours climato-sceptique, l'une et l'autre proposent de fausses solutions comme la défense inconditionnelle du nucléaire. Le Pen défend le « localisme », une version identitaire de l'écologie quand Zemmour, tout à la défense des intérêts patronaux, souhaite réduire les normes environnementales.

Solidaires revendique :

- la hausse générale des salaires, des minimas sociaux, des pensions ;
- de retraite et des indemnités chômage ;
- la mise en place d'un salaire étudiant ;
- le gel des prix sur les produits de première nécessité

- et la baisse des taxes à la consommation ;
- le renforcement de notre système de retraites et l'abandon de la réforme des retraites à points de Macron ;
 - le développement des services publics ;
 - l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage, l'indemnisation de toutes/tous les chômeurs/ses ;
 - des politiques réelles de lutte contre les discriminations sexistes et racistes.